GROUPE femmes POLITIQUE DÉMOCRATIE

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Conseil des ministres : évoquer la zone paritaire ne suffit pas. La parité, c'est 50 % et elle n'est pas atteinte.

Québec, le 22 octobre 2026 – À la suite du dévoilement du nouveau Conseil des ministres, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD) rappelle que la parité est un levier essentiel pour améliorer la qualité de notre gouvernance et de notre démocratie. De plus, au-delà du nombre de femmes nommées, le partage réel des responsabilités importe tout autant.

L'égalité n'est pas atteinte au Conseil des ministres

Le nouveau Conseil des ministres compte 9 femmes sur 22 membres, soit 41 %. Les hommes sont ainsi 1,4 fois plus nombreux que les femmes autour de la table où se prennent les décisions de l'État.

« Contrairement aux résultats électoraux, la composition du Conseil des ministres relève directement des choix du premier ministre. Évoquer la zone paritaire ne tient plus, d'autant plus celle-ci est de 45-55 % et non pas de 40-60 %. Lorsqu'il est possible de nommer autant de femmes que d'hommes, pourquoi ne pas choisir l'égalité ? », questionne Valérie Caron, directrice générale du GFPD

Le Parti québécois disposait pourtant d'une députation comptant 47 % de femmes, l'une des proportions les plus proches de la parité de son histoire. L'argument du manque d'élues ne tient donc plus. Un constat d'autant plus frappant que le nouveau premier ministre souhaite faire rayonner les valeurs d'égalité et de justice du Québec à l'international.

Nous savons que la parité favorise une meilleure gouvernance. Le Québec a d'ailleurs inscrit dès 2007 un objectif de représentation égale dans la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État. Il dispose aujourd'hui des compétences et des talents féminins nécessaires pour atteindre la parité au gouvernement.

Nous avons les connaissances, les précédents et les talents… Qu'attendons-nous pour être réellement égaux ?

Cette situation rappelle que la présence des femmes en politique ne garantit pas leur accès égal au pouvoir.

Des ministères encore très « genrés »

Les principaux leviers financiers et économiques de l'État ont encore été confiés à des hommes : Finances, Conseil du trésor, Développement économique et Énergie, Emploi, Infrastructures, Transports, Revenu et Commerce extérieur. Pendant ce temps, plusieurs femmes se voient confier des portefeuilles traditionnellement associés à leur genre, notamment la Famille, la Condition féminine, l'Immigration et les Aînés.

Cette répartition témoigne de la persistance de stéréotypes et soulève une question fondamentale : pourquoi ne pas mettre pleinement à profit les compétences des femmes et des hommes dans tous les domaines de l'action gouvernementale ?

Faire de la parité une norme durable

Le GFPD rappelle que la parité ne peut continuer de dépendre de la seule volonté des dirigeants politiques ou des aléas électoraux. Les résultats démontrent que ces conditions ne suffisent pas à garantir l'égalité. À l'instar de nombreux pays, le Québec doit inscrire la parité dans la loi, tant pour les candidatures électorales que pour les nominations au Conseil des ministres.

À propos du GFPD : Créé en 1999, le **GFPD** œuvre depuis plus de 25 ans à la formation, à la mobilisation et à l'accompagnement des femmes souhaitant s'engager en politique. L'organisme s'emploie à promouvoir l'égalité des genres et à renforcer la place des femmes dans les institutions démocratiques. Organisme autonome d'éducation populaire à but non lucratif, il est indépendant de tout parti et, de façon plus générale, de tout groupe de revendication.

– 30 –

Source : Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)
Informations :
Laure-Alexia Borie, coordonnatrice des communications
(367) 380 3121 - **communications@gfpd.ca**
Jimmy Jolicoeur, consultant GFPD
418 573-8105